

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
du Limousin

Service stratégie régionale du développement durable  
Unité Autorité Environnementale

Nos réf. : F07415P0113  
Affaire suivie par Lewis BEGARD  
lewis.begard@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 05 55 12 95 61 – Fax : 05 55 34 66 45  
Courriel : ae.srdd.dreal-limousin@developpement-durable.gouv.fr

Limoges, le 20 NOV. 2015

Le Préfet

à

Monsieur Jeremy BRUGERE  
La Videix  
23260 Magnat l'Etrange

Objet : Notification de décision  
P.J. : Arrêté n° 2015 / 123

En application de l'article R122-3 du code de l'Environnement, je vous prie de trouver sous ce pli, la décision formulée par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement concernant le projet suivant :

**Nature du projet** : Défrichement partiel (2,6 ha) de la parcelle n° C958,  
représentant une surface totale de 6,752 ha

**Localisation** : « Forêt de Magnat » - 23260 Magnat l'Etrange

**Numéro d'enregistrement** : F07415P0113

**Nature de la décision** : L'opération de défrichement n'est pas soumise à étude d'impact

Je vous informe que cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la DREAL Limousin à l'adresse suivante : <http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/les-demandes-et-decisions-de-l-a1175.html>.

Il vous revient d'en faire figurer une copie dans les dossiers de demande relevant d'autres procédures et qui requièrent sa présence en tant que pièce constitutive du dossier.

De même, si votre dossier se trouve soumis à enquête publique ou obligation de mise à disposition du public conformément à l'article L.122-1-1 du code de l'environnement, une copie de la présente décision doit être produite.

**Je vous rappelle que la procédure d'examen au cas par cas ne dispense pas votre projet des demandes d'autorisation relevant d'autres procédures auxquelles il peut être soumis notamment de l'autorisation de défrichement qui doit être formulée auprès de la Direction Départementale des Territoires de la Creuse.**

Bien que votre demande ne soit pas soumise à la réalisation d'une étude d'impact, je souhaite attirer votre attention sur le fait que le défrichement ne devra pas compromettre la pérennité des corridors écologiques propres au territoire concerné ni leurs fonctionnalités.

Votre projet se situe dans :

- le bassin versant de la rivière « La Rozeille » qui est classée en liste 1 des cours d'eau du bassin Loire-Bretagne au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement, reconnue notamment pour son rôle de **réservoir biologique**, bénéficiant à ce titre de mesures d'accompagnement en vue de sa préservation et ayant pour objectif l'atteinte d'un bon état de qualité (dont écologique) en 2015 ;
  - la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de type 2 « Camp de la Courtine et zone périphérique » ;
- et à proximité du barrage de la Rozeille, de zones humides et de cours d'eau ;



Certificat n° 42202  
Certificat n° 42203

Aussi, durant la phase qui suit le défrichage et qui précède la mise en culture, des mesures techniques (position des andins, éventuel bassin de décantation, ...) permettront de limiter le lessivage des sols mis à nu et l'entraînement des fines particules vers les zones humides et les divers cours d'eau riverains du projet.

Il vous est possible de prendre connaissance d'autres recommandations techniques de ce type dans la publication régionale « Sylviculture et cours d'eau – Guide des bonnes pratiques », guide téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.correze.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-foret-et-filiere-bois/Foret-Filiere-Bois/Sylviculture-et-milieux-aquatiques>

Pour le Préfet de Région,  
Le Directeur Régional de l'Environnement de  
l'Aménagement et du Logement du Limousin



**Christian MARIE**

Copies :

- Préfecture
- ARS
- DDT
- SGAR



PRÉFET DU LIMOUSIN, PRÉFET DE LA HAUTE-VIENNE

**Arrêté n° 2015 / 123**  
**portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3**  
**du code de l'environnement**

**Le Préfet de la région Limousin, Préfet de la Haute-Vienne,**  
**Officier de la légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 2014-254 du 14 octobre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Christian MARIE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Limousin ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F07415P0113 relative au projet de défrichement partiel (2,6 ha) d'une parcelle, représentant une superficie totale de 6,752 hectares, demande reçue et considérée comme complète le 05 novembre 2015 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 06 novembre 2015 ;

Vu les éléments communiqués par le Commissariat de Massif Central en date du 16 novembre 2015 ;

Vu la consultation adressée au Parc Naturel Régional (PNR) de Millevalches en Limousin en date du 06 novembre 2015 ;

Considérant **la nature du projet** qui porte sur le défrichement d'une parcelle au sein d'un massif boisé de plus de 4 hectares, parcelle n° C958, sise au lieu-dit « Forêt de Magnat », sur le territoire de la commune de Magnat l'Étrange (23260) ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant **la finalité du projet** qui vise la mise en prairie de la parcelle proposée au défrichement ;

Considérant **la localisation, les sensibilités et les enjeux environnementaux** communs au secteur à défricher qui se situe dans :

- le bassin versant de la rivière « La Rozeille » qui est classée en liste 1 des cours d'eau du bassin Loire-Bretagne au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement, reconnue notamment pour son rôle de **réservoir biologique**, bénéficiant à ce titre de mesures d'accompagnement en vue de sa préservation et ayant pour objectif l'atteinte d'un bon état de qualité (dont écologique) en 2015 ;

- la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de type 2 « Camp de la Courtine et zone périphérique » ;

et à proximité du barrage de la Rozeille, de zones humides et de cours d'eau ;

Considérant que le projet devra être en conformité avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) « Loire-Bretagne » ;

Considérant que l'autorisation de défricher déterminera les meilleures conditions de réalisation du projet (position des andins, éventuel bassin de décantation, ...) afin de garantir la préservation des fonctionnalités des zones humides et des cours d'eau mais aussi de limiter le lessivage des sols mis à nu ainsi que l'entraînement des fines particules vers les zones humides et les cours d'eau riverains du projet ;

Considérant qu'au regard des éléments apportés par le pétitionnaire et des connaissances disponibles au moment de la demande le projet ne serait pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

## ARRÊTE

### Article 1

L'opération de défrichement conduite par Monsieur Jeremy BRUGERE, - dossier n° F07415P0113 - n'est pas soumise à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### Article 2

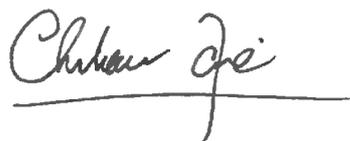
La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis et ne préjuge pas des décisions ultérieures pouvant être émises au titre d'autres procédures exigibles.

### Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Limousin.

Fait à Limoges, le **20 NOV. 2015**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement



**Christian MARIE**

#### Voies et délais de recours

##### 1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le **recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à

**Monsieur le préfet de région**  
**Préfecture de région et de la Haute-Vienne**  
**1 rue de la Préfecture**  
**BP 87031**  
**87031 Limoges cedex 1**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

##### 2- décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le **recours gracieux** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

**Monsieur le préfet de région**  
**Préfecture de région et de la Haute-Vienne**  
**1 rue de la Préfecture**  
**BP 87031**  
**87031 Limoges cedex 1**

Le **recours hiérarchique** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

**Monsieur le ministre de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie**  
**Hôtel de Roquelaure**  
**246 boulevard Saint-Germain**  
**75007 PARIS**

Le **recours contentieux** doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

**Tribunal administratif de Limoges**  
**1 Cours Vergniaud**  
**87000 Limoges**